CALACS francophone d'Ottawa

Bilan historique

1990-2020

Le démarchage politique

1990-1995

1990

Le ministère du Procureur général, l'Office des affaires francophones et la Direction générale de la condition féminine confient au Sexual Assault Support Centre (SASC) la mise sur pied d'un service en français à Ottawa.

1991

Sous l'égide d'un comité encadreur formé de femmes de la communauté et du SASC, la Coopérative Convergence effectue une étude de besoins auprès de femmes francophones survivantes d'agression sexuelle ainsi qu'auprès d'intervenantes du milieu.

L'étude confirme le besoin criant de services en français pour les survivantes d'agression à caractère sexuel dans la région d'Ottawa. Ces femmes ont courageusement partagé leur vécu avec les chercheures et leurs témoignages ont permis d'illustrer leur réalité de femmes doublement victimisées : soit par l'acte violent commis à leur égard ainsi que par leur statut minoritaire.

«C'est ainsi que le CALACS francophone d'Ottawa, un Centre autonome, francophone, féministe, accessible, inclusif, qui s'adapte à la mosaïque multiculturelle de la région fut créé.»

1993

Le Centre reçoit 20 000$ du gouvernement de l'Ontario pour le développement des services.

1994

Des représentantes du comité encadreur participent au colloque Sensibiliser, décider et agir, le 1er colloque provincial portant sur la problématique de l'agression sexuelle.

1995

Le centre obtient son numéro d'incorporation et organise une 1ère activité d'autofinancement, un dîner causerie qui permet d'amasser 1 400$.

Nos principes de base

Adoptés en 1994

NOUS RECONNAISSONS QUE

LES FEMMES FRANCOPHONES

EN ONTARIO, EN RAISON DE LEUR STATUT DE

MINORITAIRES,

ONT DES BESOINS SPÉCIFIQUES LORSQU'ELLES

VIVENT UNE AGRESSION À

CARACTÈRE SEXUEL

CHAQUE FEMME ET ENFANT A LE DROIT DE VIVRE SANS VIOLENCE

LA VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL EST À LA FOIS UN CRIME ET UNE VIOLATION DES DROITS DE LA PERSONNE

LA VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL CONTRE LES FEMMES ET LES ENFANTS REPOSE SUR L'INIQUITÉ DANS LA DISTRIBUTION DU POUVOIR PARTICULIÈREMENT ENTRE LES SEXES

CETTE INIQUITÉ ÉTANT SOUTENUE PAR LES STRUCTURES MÊME DE LA SOCIÉTÉ, LA VIOLENCE EST UN PHÉNOMÈNE SOCIAL, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

TOUTE FORME D'OPPRESSION CONSTITUE UN ACTE DE VIOLENCE

Aussi nous reconnaissons que la discrimination rend certaines femmes plus vulnérables que d'autres

NOUS RECONNAISSONS QU'IL EXISTE UNE

GRANDE DIVERSITÉ

AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DES FEMMES D'EXPRESSION FRANÇAISE.

CETTE DIVERSITÉ SERA REFLÉTÉE DANS LA MEMBRIÉTÉ DU CENTRE ET DANS LA PRESTATION DE SES SERVICES.

NOUS ADHÉRONS À L'IDÉOLOGIE FÉMINISTE ET AU PROCESSUS COLLECTIF, CE QUI INCLUT LA PRISE DE DÉCISIONS

PAR CONSENSUS,

LE PARTAGE DU POUVOIR, DES TÂCHES ET DE L'INFORMATION. CELA EST NOTRE FAÇON DE PARTAGER LE POUVOIR ET CRÉER UNE SOLUTION ALTERNATIVE AU PATRIARCAT.

TOUTE FEMME A LE DROIT ET LE CONTRÔLE DE SON CORPS

LES FEMMES

AYANT VÉCU LA VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL SONT DES

PARTENAIRES ESSENTIELLES

À LA MISE EN OEUVRE, L'ÉTABLISSEMENT DES SERVICES, À LA SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRE ET À LA MOBILISATION

VERS LE CHANGEMENT SOCIAL

NOUS RECONNAISSONS QUE CHAQUE FEMME AMÈNE
SON BAGAGE DE POUVOIR,
DE PRIVILÈGES ET SON EXPÉRIENCE DE L'OPPRESSION.
NOUS RECONNAISSONS QUE
LA VIOLENCE
ACCOMPAGNE SOUVENT LES MULTIPLES
FORMES D'OPPRESSION,
PAR CONSÉQUENT, NOUS NOUS
ENGAGEONS
À NOUS LIBÉRER DES
VALEURS
LIÉES À CES SYSTÈMES DE
DOMINATION
TANT SUR LE PLAN
PERSONNEL QUE
COLLECTIF.

LE CENTRE RÉPONDRA DE SES ACTIVITÉS, SES
SERVICES, SA STRUCTURE ET SON FONCTIONNEMENT
AUX USAGÈRES,
AUX MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ
ET À L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTÉ
DES FEMMES D'EXPRESSION
FRANÇAISE

L'historique du CALACS

1995-2000

1995

En décembre 1995, la ligne info-soutien 24/7 est en fonction. 7 bénévoles ont été formées et elles offrent le service.

1996

Juin – ouverture officielle
Accueil de la 1ère stagiaire, 30 nouvelles bénévoles formées
25 survivantes reçoivent des services
Début de l'offre de services de prévention et sensibilisation

1997

Participation au comité aviseur de l'Hôpital Riverside concernant la relocalisation du programme régional de traitement des agressions sexuelles.
Début du travail avec les services policiers et autres services communautaires pour l'élaboration d'un protocole d'entente.

1998

Participation à la rédaction d'un rapport à la commission des indemnisations des victimes d'actes criminels qui permettra de faciliter le processus pour les femmes qui font une demande d'indemnisation.
Un poste au conseil d'administration est réservé pour une employée permanente.

1999

Après 2 ans de discussions, le service de police d'Ottawa s'engage dans un protocole d'entente avec les services aux survivantes d'agression sexuelle.

2000

Déménagement dans des locaux plus spacieux.

2001-2004

2001

Discussion sur l'ajustement salarial et la mise en place d'une échelle salariale.

2002

Évaluation organisationnelle du centre qui recommande une restructuration des postes y compris des ajouts en personnel et une revue des salaires. Adoption de la 1ère échelle salariale pour tous les postes.

2003

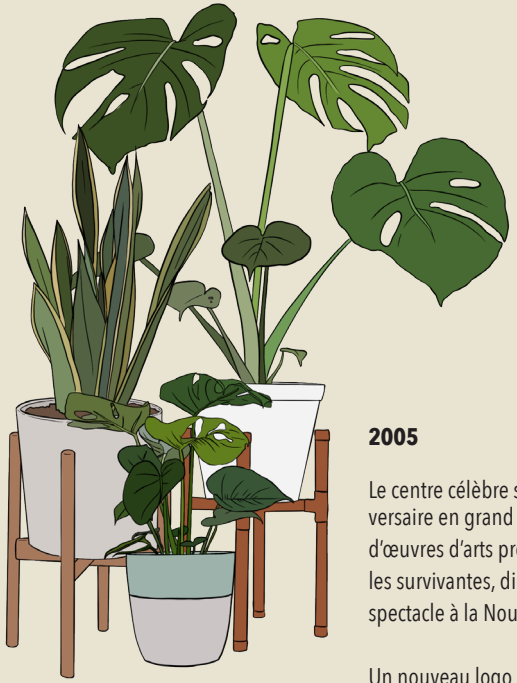
Élaboration d'un plan stratégique pour 3 ans. La vision pour 2006 : Le centre sera connu, plus autonome financièrement et représentatif de la diversité afin d'accroître les services et la revendication politique en matière de violence à caractère sexuel

2004

Création d'une bannière pour la Marche La rue, la nuit les femmes sans peur.

Obtention de la parité avec les centres anglophones.

«Il aura fallu près de 10 ans pour que le gouvernement accorde la parité financière avec les centres anglophones.»



2005

Nouvelle mission : Le CALACS francophone d'Ottawa est un organisme féministe, géré et opéré par et pour les femmes. Dans sa revendication pour la justice sociale, le Centre lutte contre les agressions à caractère sexuel et offre des services multiples aux femmes qui en sont survivantes. La prévention et la sensibilisation au sein de la communauté font partie intégrante de son engagement.

2005

Le centre célèbre son 10e anniversaire en grand : exposition d'œuvres d'arts produites par les survivantes, diner causerie, spectacle à la Nouvelle scène.

Un nouveau logo est adopté et utilisé pour la conceptualisation d'une gamme d'outils promotionnels : dépliants, affiches, cartes d'affaires, bannière, sceau et un site web.

Le centre procède à la révision des politiques qui datent de 1997, des descriptions de fonctions et du processus de bilan relance. Il prendra également position sur la laïcité.

Le 6 décembre 2005

L'émission Impact de Radio-Canada porte sur les agressions sexuelles et trace le portrait, les défis et les réussites de 4 survivantes qui ont utilisé les services du centre. L'émission aura un grand impact de guérison, de visibilité et de sensibilisation.

2006-2009

2006

Développement d'un cahier d'intégration pour les nouvelles employées qui sert également de guide de fonctionnement à l'interne.

Formation des intervenantes pour l'utilisation d'un nouvel outil d'intervention : « Thérapie par le jeu dans le sable ».

2007

Offre d'un groupe de soutien pour la première fois aux femmes qui s'identifient comme ayant des personnalités multiples.

« Le CALACS francophone d'Ottawa n'appuie pas et n'utilisera pas le terme travailleuse du sexe»

Une quarantaine de femmes manifestent de l'intérêt à devenir bénévole.

2008

Prise de position concernant la prostitution :

Compte tenu que la notion du travail du sexe est l'effet pervers de l'approche anti-oppression des femmes qui se prostituent;

Compte tenu que le centre travaille pour la défense et la validation des femmes;

Compte tenu qu'on ne fait pas la promotion de la prostitution comme un choix possible auprès des femmes; Le CALACS francophone d'Ottawa n'appuie pas et n'utilisera pas le terme «travailleuse du sexe»

2009

Premier rassemblement francophone avant la Marche, La rue, la nuit, les femmes sans peur.

Obtention de la désignation en vertu de la *Loi sur les services en français* reconnaissant ainsi le centre comme un fournisseur officiel de services en français à Ottawa.

Mise en œuvre d'un plan de revendications pour obtenir la parité salariale par suite du dépôt de l'étude salariale de Lalande et Associés.

2010-2015

2010

Coordination du projet ESPACE pour la région d'Ottawa, service de prévention et sensibilisation auprès des enfants.

Participation aux consultations pour l'élaboration du 1er Plan ontarien contre les agressions sexuelles.

2011

Restructuration et adoption d'un nouvel organigramme. Le poste de coordonnatrice du centre devient un poste de gestionnaire du centre.

Un protocole d'entente est conclu avec la ligne Fem'aide afin que le service téléphonique 24/7 soit assurée par celle-ci.

Production d'un outil de sensibilisation sur iPad: Exploitation sexuelle des filles et des femmes.

2012

Embauche d'une gestionnaire du centre. Le poste a été vacant pendant plus d'un an.

2013

Le logo change de couleurs. Le terme militante est désormais utilisé pour désigner les bénévoles.

2014

Après de nombreux efforts de collaboration et de questionnements par suite d'une série de décisions du c.a. d'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes qui vont à l'encontre des règlements administratifs, de nos valeurs et de l'approche féministe.Le centre quitte le regroupement.

2 projets d'envergure :

-Projet de recherche portant sur la cyberagression sexuelle.

- Projet pilote avec l'université d'Ottawa pour l'offre de services aux survivantes

Un nouveau site web plus personnalisé, convivial et avec nos propres photos est conceptualisé.

2015

Célébration des 20 ans de services.

2016-2019

2016

Publication de la recherche sur la cyberagression sexuelle (CACS)

Récipiendaire du prix de distinction de Prévention du crime Ottawa pour notre projet sur la CACS

Adoption des échelles salariales

avec des objectifs d'ajustement salarial et priorisation de l'actualisation de ces échelles

afin de réduire les écarts salariaux avec le marché et en reconnaissance de l'importance de la rétention du personnel permanent.

Conceptualisation d'une pièce

de théâtre - Ariane jamais plus portant sur la cyberagression sexuelle.

2017

Utilisation du terme Femme de diversité culturelle au lieu de femme immigrante.

Adoption de la décision d'embaucher un homme dans un statut contractuel, conditionnel à obtenir du financement, à titre d'animateur en prévention et sensibilisation afin de coanimer des ateliers.

1ère révision des dossiers de plaintes au service de polices d'Ottawa classés non fondés.

Discussion sur les groupes non mixte et les femmes trans.

Ajout d'un module Infolettre à notre site web.

2018

Fausse annonce d'une augmentation du financement de 35% par le ministère du Procureur général.

2016-2019 (suite)

2018

Conceptualisation de vidéos sur le consentement : Check donc si l'monde est consentant et Est-ce que t'es un gars comme ça toi?

Achat d'un chapiteau

Conceptualisation et distribution en grande quantité de bas pour une #cultureduconsentement

Mise en place d'un REER collectif pour les employées permanentes

Révision des principes féministes et adaptation à notre fonctionnement quotidien

Arrivée de Sol, notre chienne thérapeute.

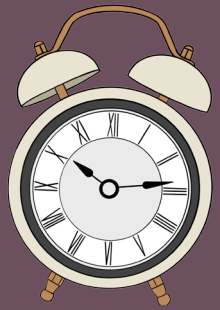
Lancement du recueil A bouches décousues, rédigé par des survivantes qui ont cheminées au CALACS.

2019

Redéfinition de la cogestion : Elle désigne la gestion en commun des dossiers pour lesquels toute décision stratégique concernant le fonctionnement, la mission, la vision, les valeurs, les objectifs et la structure de l'organisme doit être prise avec la participation des administratrices et des employées.

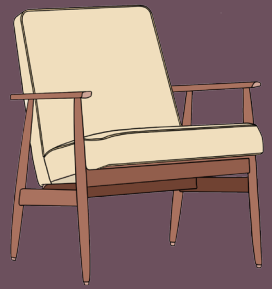
Conceptualisation d'un jeu d'évasion

Début du projet Tracer la voie – transfert des savoirs

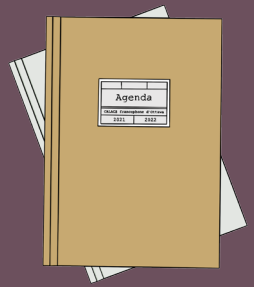


21 112
heures de services d'intervention

8223
survivantes qui ont reçu un service



131 332
heures de soutien par des militantes
*équivalent de 3.1 postes

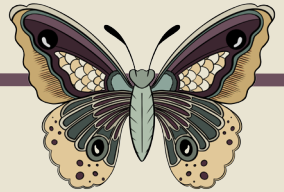


2488
activités de prévention/sensibillisation
* n'inclut pas les réseaux sociaux

DATES IMPORTANTES

1990

1991
Étude des besoins



1994
Projet pilote

1995
Début de l'offre de services

1995

2000

2000
Déménagement

2001
Première échelle salariale

2004
Parité financière avec les centres anglophones

2005

2008
Prise de position par rapport à la prostitution

2009
Désignation pour l'offre de services en français

2010

2011
Restructuration majeure

2013
Retrait d'AOcVF

2015

2016
Échelles salariales avec objectif d'ajustement salarial

2016
Recherche sur la cyberagression sexuelle

2017
Révision des dossiers de plaintes classés non fondés

2020

CALACS
francophone d'Ottawa

www.calacs.ca